
La Politique Agricole Commune et les enjeux de l'agriculture

Vincent REQUILLART. INRA - TSE

GREP – Comminges – 18 Janvier 2014



50 ans d'évolution de l'agriculture

	1955-1960	2010
Production (Volume)	'100'	200
Part dans le PIB (%)	10	<2
Prix agriculture/prix PIB	'1'	0,5
Part emploi agricole (%)	30	3,5
Nbre exploitations (millions)	2,3	0,5
Rendement blé (q/ha)	20	70
Production lait (Mt)	10	22
Production colza (Mt)	0	4,6
Solde commercial (Mds €)	-1	+11

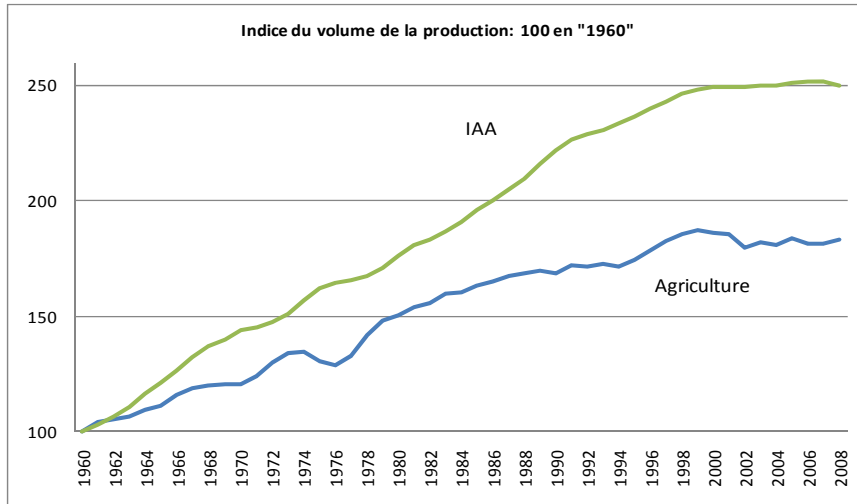


3

- 1960 – 2010
 - Doublement de la production pour un volume global de facteurs stable
 - Substitution entre facteurs très importante
 - Travail diminue fortement
 - Accroissement Capital et Consommations intermédiaires (engrais, phytosanitaires, ...)
 - Terre relativement constante
- Trois phases
 - 1960-1979: Mise en place du modèle intensif
 - 1979-1996: Maitrise du modèle intensif
 - 1996-2010: Essoufflement

4

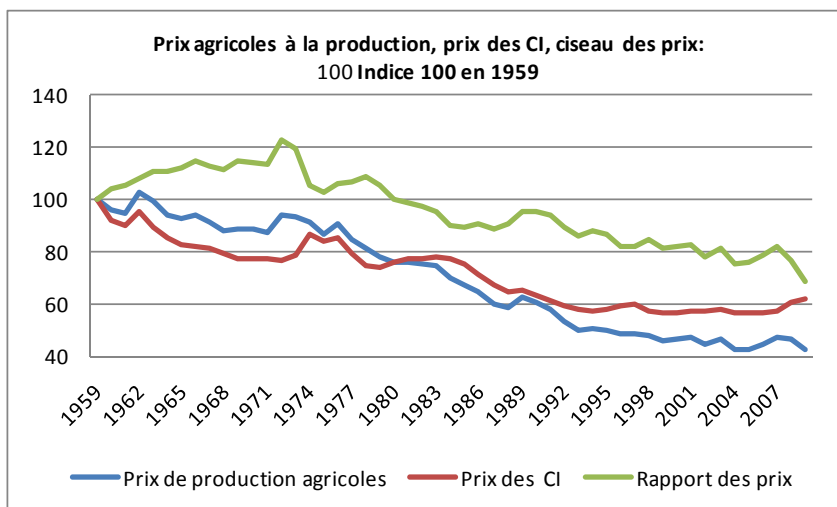
France: Evolution de la production



Source: INSEE, Comptes nationaux

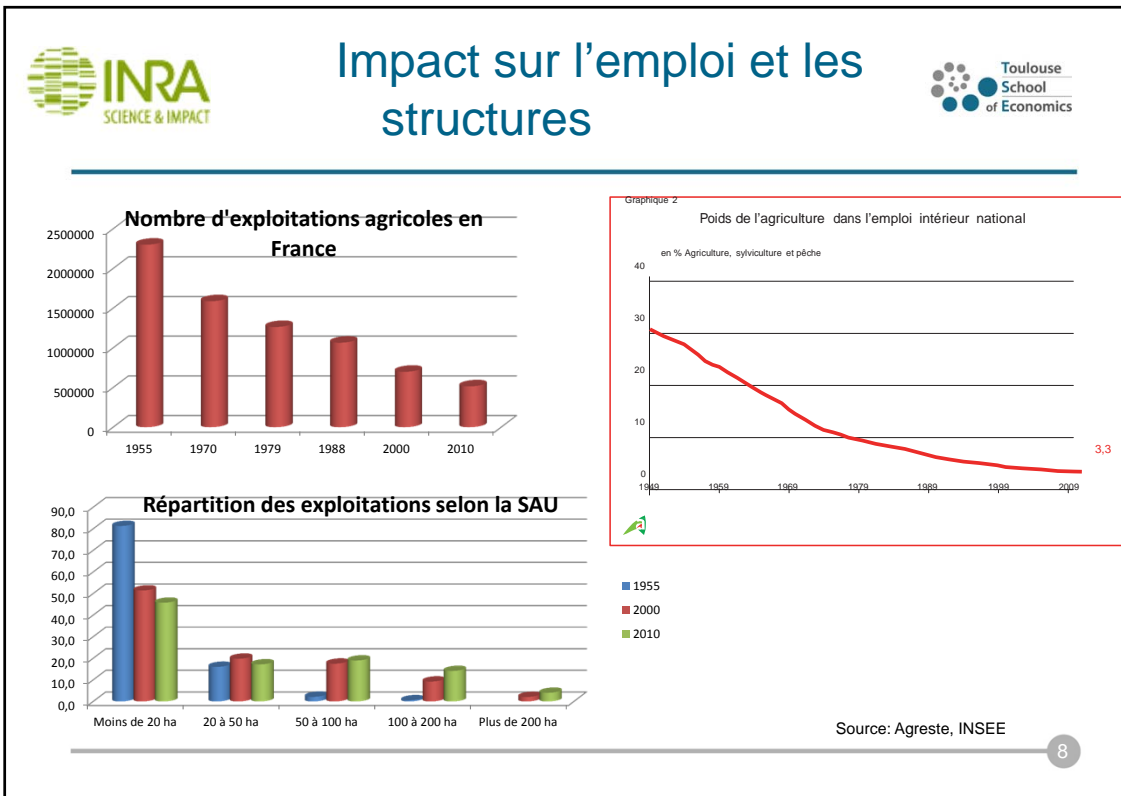
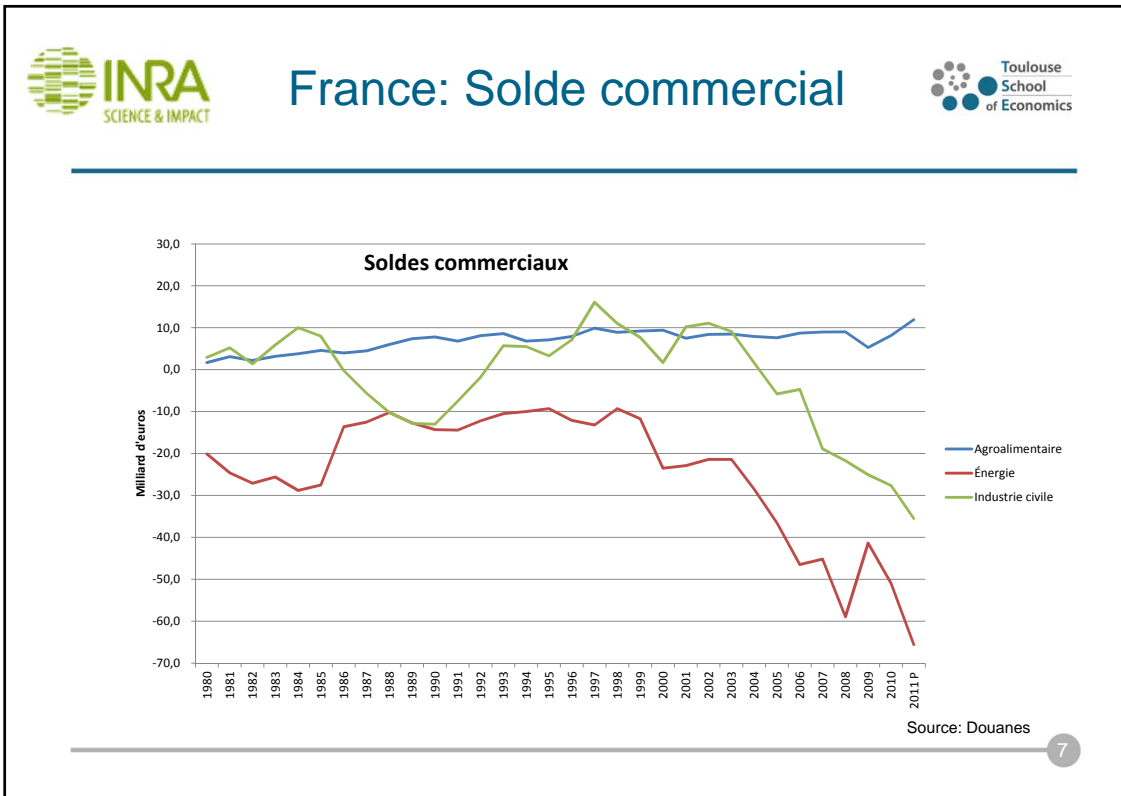
5

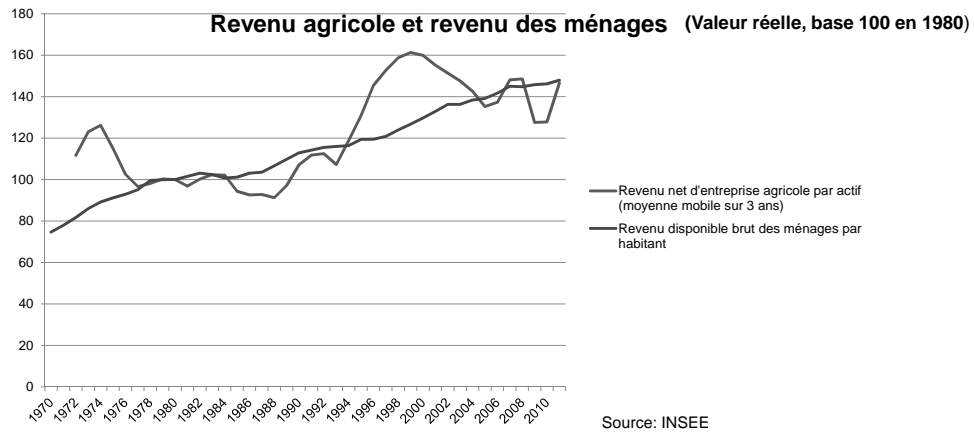
France: Evolution prix



Source: INSEE

6





Forte fluctuations du revenu agricole,
 Evolution forte dans les années 90, baisse dans les années 2000

9

50 ans d'évolution de la PAC

10

D'où venons-nous ? Où allons-nous ?

La PAC de 1962

- Une réponse aux objectifs du Traité de Rome (1957)
 - Accroître la productivité de l'agriculture.
 - Assurer un niveau de vie équitable à la population agricole
 - Stabiliser les marchés
 - Garantir la sécurité des approvisionnements
 - Assurer des prix raisonnables aux consommateurs

- Instrumentation choisie :
 - Prix garantis supérieurs aux cours mondiaux
 - Céréales
 - Sucre
 - Lait et produits laitiers
 - Viande bovine

La CEE devient exportatrice nette pour la plupart des produits agricoles

ÉVOLUTION DE L'AUTOSUFFISANCE POUR LES CÉRÉALES, LE SUCRE, LE BEURRE ET LA VIANDE BOVINE DANS L'UE



D'où venons-nous ? Où allons-nous ?

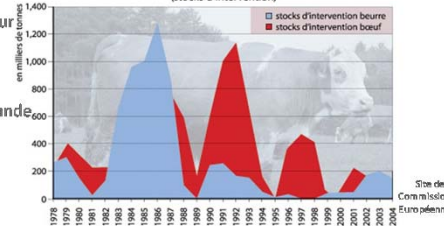
1970'-1980' : La PAC pose des problèmes en interne

- Le soutien des prix génère des excédents coûteux pour le budget communautaire :
 - Dépenses d'intervention, stockage
 - Restitutions aux exportations
 - Situation critique des secteurs bovin lait et viande

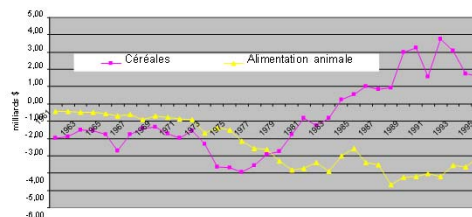
- 1984 : Quotas laitiers

- Le soutien des prix encourage les effets de substitution :
 - Viande blanche / Bœuf
 - Huiles végétales / Graisses animales, crème
 - Substituts des céréales / céréales de l'alimentation animale

Evolution du stockage public de viande bovine et de beurre (stocks d'intervention)



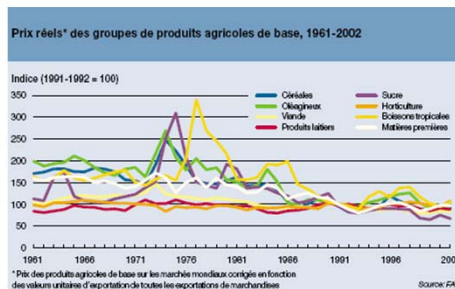
Balance commerciale Eur 12 Céréales et alimentation animale



D'où venons-nous ? Où allons-nous ?

La critique des partenaires commerciaux dans les années 1980

- Pour les partenaires commerciaux de l'UE, soutien des prix, protection aux frontières et restitutions aux exportations
 - Contribuent à la baisse des prix agricoles
 - Rendent l'agriculture européenne artificiellement compétitive



- 1986 : L'agriculture entre dans le champ des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round (GATT)
 - Cadre les niveaux et modalités de soutien
 - Limiter les effets de distorsion sur les marchés

Découplage du soutien

13

D'après C. Laroche, 2013

D'où venons-nous ? Où allons-nous ?

Les réformes de 1992 et d'Agenda 2000

Principes des réformes de 1992 et d'Agenda 2000

- Découplage partiel du soutien interne
 - Baisse du prix garanti (céréales, produits animaux)
 - Compensée par des aides semi-découplées (à l'ha, par produit)
 - Rapprochement des prix européen et mondial, gains compétitivité
- 1992 : Mesures agri-environnementales
- 2000 : Emergence du deuxième pilier de la PAC : Développement rural & respect de l'environnement

14

D'après C. Laroche, 2013

D'où venons-nous ? Où allons-nous ?

La réforme de 2003

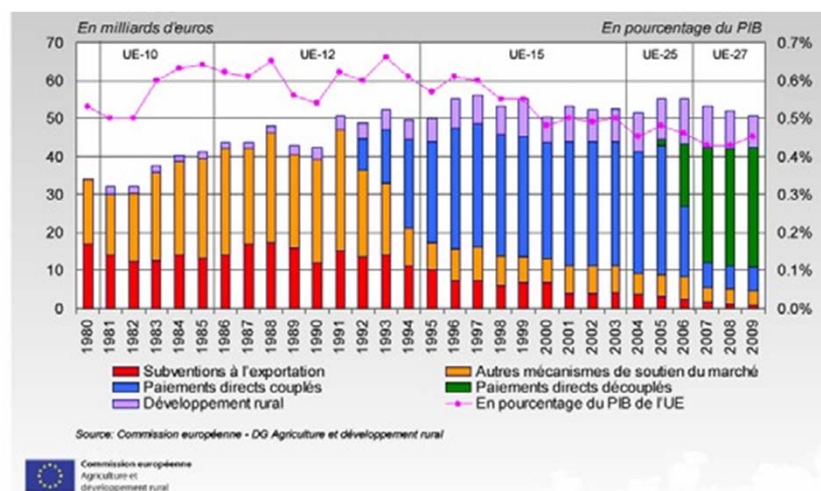
- **Découplage** : Remplacement de (presque toutes) les aides semi-découplées par des aides forfaitaires à l'ha, le DPU
 - Sur la base de références passées...
 - ...individuelles ou régionales selon l'Etat membre
 - *Nature de ce soutien ? Quelle légitimité ?*
- **Eco-conditionnalité** : Conditionne le paiement du DPU au respect de normes environnementales et sociales
 - *Equité de traitement entre agriculteurs, entre régions ?*
- **Renforcement du 2ème pilier de la PAC**
- **Bilan de santé 2008** : des marges de manœuvre pour les Etats-membres pour
 - Accroître l'équité de traitement, le niveau de découplage
 - Réorienter du soutien vers des secteurs prioritaires nationaux
 - Mais pas de remise en cause de la base de calcul du soutien interne

15

D'après C. Laroche, 2013

La structure des dépenses PAC a évolué

Dépenses au titre de la PAC et processus de réforme (en prix constants de 2007)



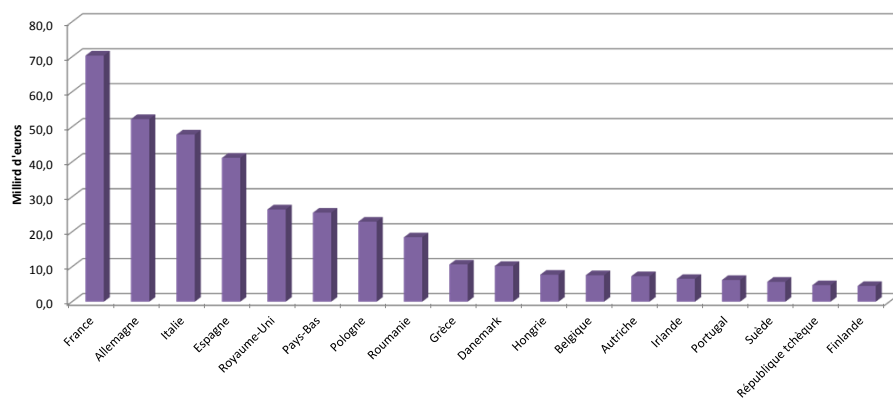
16

La situation actuelle et les enjeux de la nouvelle PAC

17

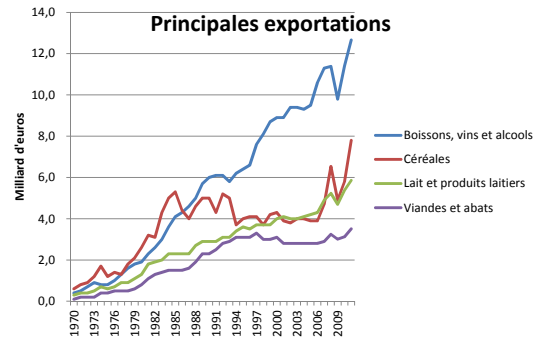
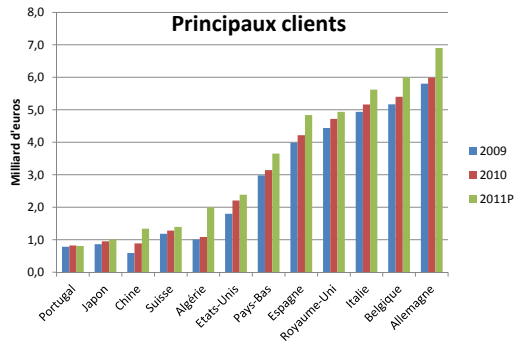
France première puissance agricole de l'UE

Production agricole de l'UE en 2011



Source: Eurostat

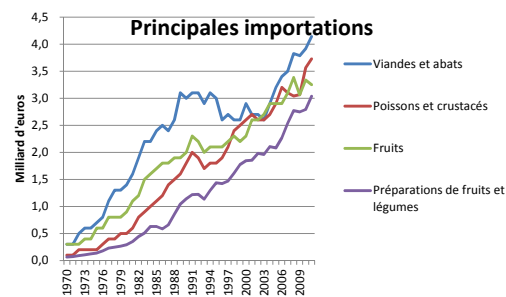
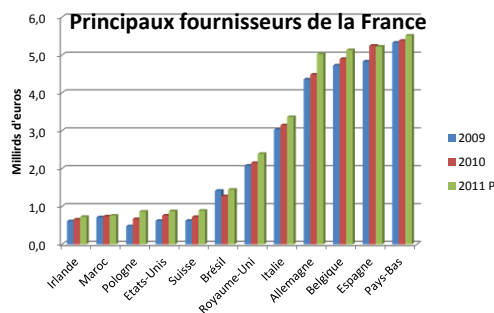
18



Source: Douanes

Les pays de l'UE sont nos principaux clients
Principaux postes d'exportation : Boissons, céréales, produits laitiers

19

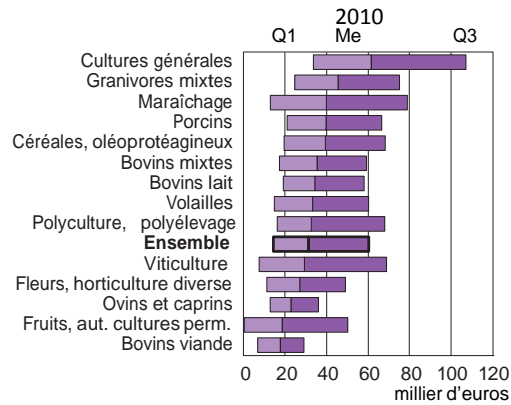
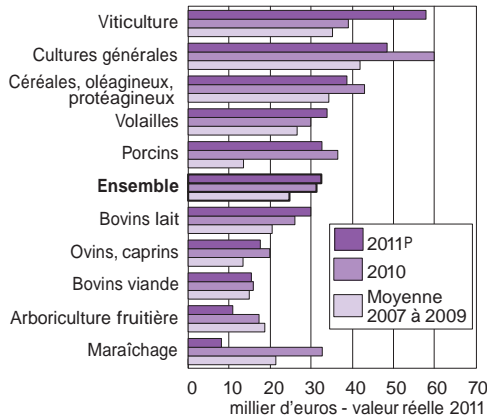


Source: Douanes

Les pays de l'UE sont nos principaux fournisseurs
Principaux postes d'importation : Viandes, poissons, fruits

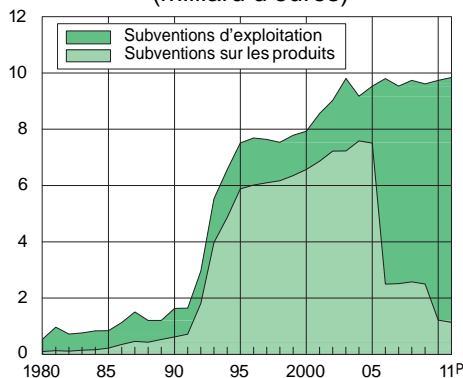
20

Résultats courants avant impôts par actif non salarié



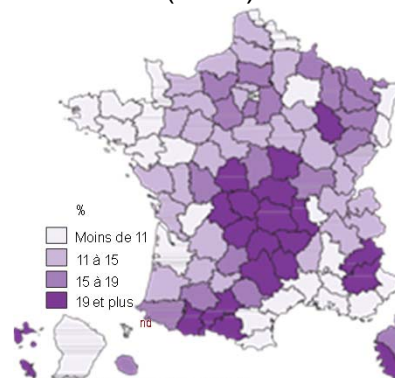
Un quart des exploitations a un résultat courant avant impôts inférieur à 14 500 € (Q1), la moitié à 31 300 € (Me) et les trois quarts à 60 500 € (Q3).
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Voir glossaire : « PBS ».
Source : Agreste - Rica.

Subventions courantes aux EA
(milliard d'euros)

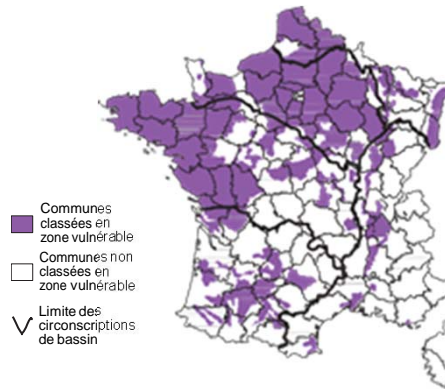


Source: MAAF

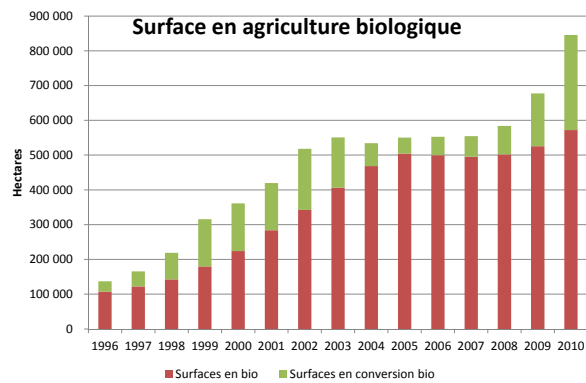
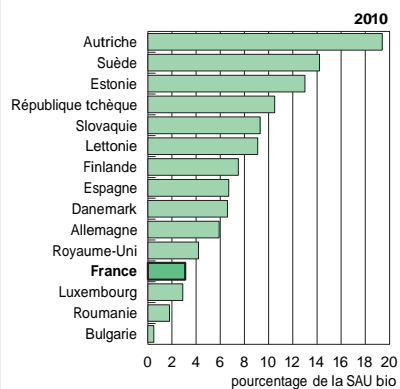
Part des subventions dans CA
(2010)



2010 : moyenne des années 2009 à 2011.
(1) Valeur de la production + subventions totales selon les départements.
Sources : MAAF, Agreste.



Source: MAAF, MEDDE



Source: Agence Bio

-
- **Assurer une production alimentaire suffisante, saine, respectueuse de l'environnement**
 - Dépasser éco-conditionnalité, avoir des résultats visibles
 - Accroître légitimité du soutien
 - Développer production de qualité

 - **Assurer la viabilité et la compétitivité des entreprises agricoles et agroalimentaires**
 - Sécurisation des revenus malgré volatilité
 - Répartition des soutiens

 - **Développement des zones rurales**
 - Maintien production en zones défavorisées
 - Développer tissu économique rural non agricole
-

25

La PAC 2014-2020: A la hauteur des enjeux ?

26

Un nouveau processus



- **2010 Novembre** 1er document de la Commission : La PAC à l'horizon 2020
- **2011 Octobre** Publication par la Commission de ses propositions de règlements PAC
- **2013 Février** Compromis du Conseil des Chefs d'États sur le cadre budgétaire 2014-2020
- **2013 Juin Européen** (trilogue) Accord de la Commission, du Conseil des Ministres et du **Parlement**
- **2013 Décembre** Votes officiels des nouveaux règlements par le Parlement & le Conseil des 28 Ministres
- **2013 Décembre** **Finalisation des choix français**
- **2014 Janvier** Début d'application du nouveau cadre budgétaire
- Année transitoire pour les aides directes
- **2015** Entrée en application de la réforme des aides directes

27

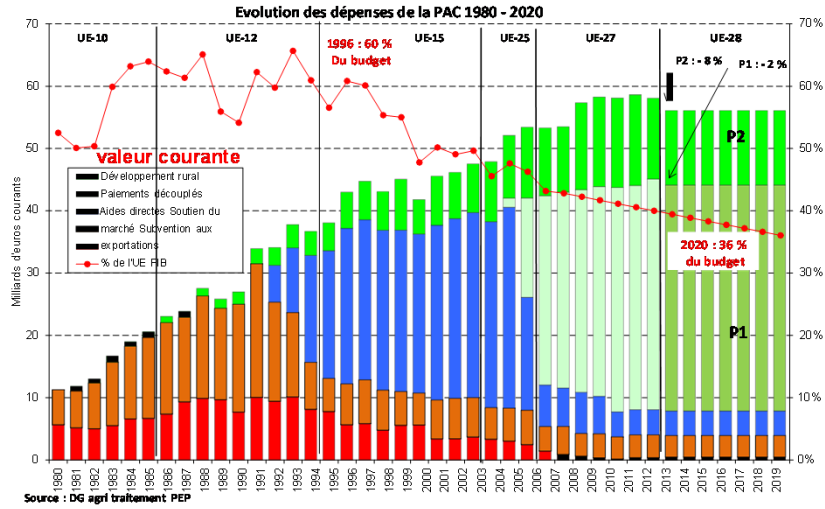
Deux points clés



- Rôle du Parlement Européen
- Cadre de règles. Latitude de choix des pays au sein de ce cadre

28

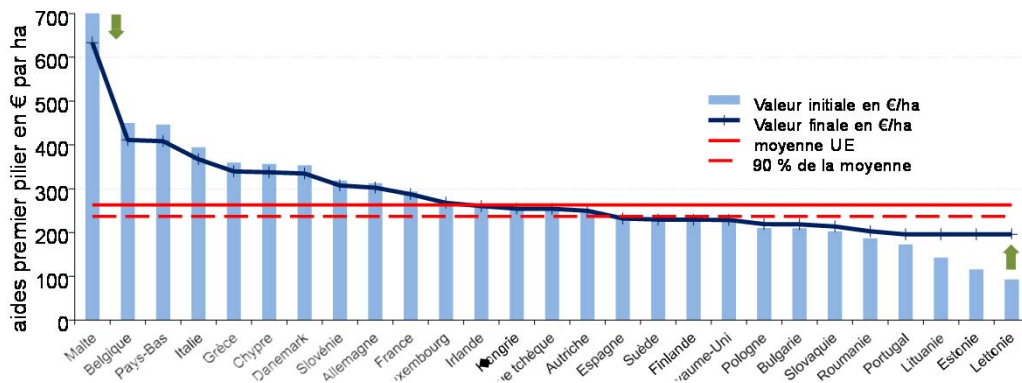
Le cadre budgétaire 2014-2020



Architecture financière conservée



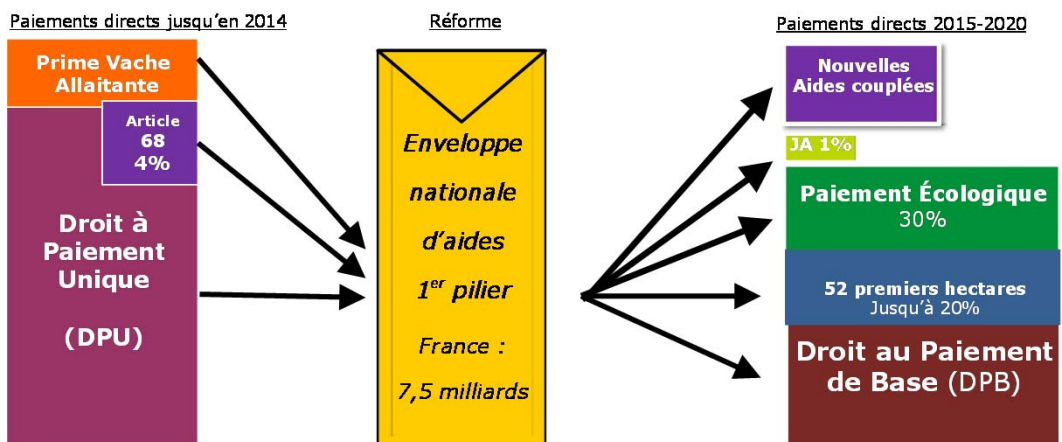
Une certaine convergence entre pays des aides par hectare



31

Source: Chambres Agriculture Normandie

Evolution des aides premier pilier



32

Source: Chambres Agriculture Normandie

Paiement écologique

- Diversité des cultures (plus de 3 cultures, principale culture <75%)
- Maintien prairies permanentes (échelon sub-régional)
- 5% surface d'intérêt écologique (haie, bordures, arbres, bandes tampons, Mutualisable)
- **Très peu contraignant en fait. Pourtant, les attentes de la société sont grandes.**
- **Nécessité de fixer dans le futur des objectifs contraignants, définis par zones.**

33

Développement Rural

Second pilier (= Développement rural)

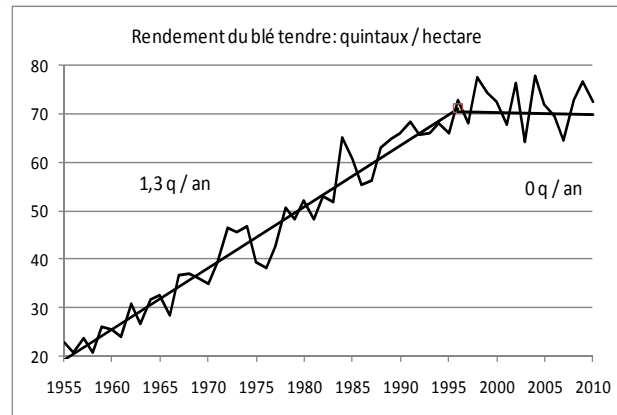
	Choix français
Compétitivité des exploitations	Nouveau plan de modernisation des bâtiments d'élevage, avec une enveloppe doublée (200 millions par an) Dotations Jeunes Agriculteurs + prêts bonifiés
Protection de l'environnement	Fin de la PHAE (prime à l'herbe) en 2015, mais création d'une MAE systèmes herbagers, hors zone ICHN. Définition de nouvelles Mesures AgroEnvironnementales Climatiques (MAEC), avec une enveloppe en hausse
Zones à Handicap Naturel (ICHN)	Revalorisation de l'ICHN, intégration de la prime à l'herbe, ouverture aux laitiers et hausse du plafond à 75 hectares. La refonte des cartes des zones ICHN est reportée à 2018.
Forêt	
Outils de gestion des risques	Rénovation des outils existants (assurance-récolte, fond sanitaire et environnemental...) avec une enveloppe constante 85 millions
Services ruraux non agricoles	

34

Source: Chambres Agriculture Normandie

-
- Une évolution importante de l'agriculture en 50 ans
 - Une réussite économique confrontée à des défis majeurs
 - Environnement
 - Compétitivité (érosion de parts de marché à l'export)
 - Positionnement produits
 - Nouvelles attentes de la société
 - Une PAC qui évolue plutôt dans la bonne direction mais trop lentement (environnement, soutien lié à la production de biens publics, équité, ...)

Merci de votre attention



Source: SSP, Agreste

- Progrès génétique
- Utilisations accrue de CI
- Fin de période: conditions climatiques (Brisson et al.)